

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 09/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARCELORMITTAL FRANCE**

Route des Sables  
RD 107 - Rond-point des Forges  
44610 Indre

Références : 2024-0961  
Code AIOT : 0006301117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté Route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges 44610 Indre. L'inspection a été annoncée le 25/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été effectuée dans le cadre du contrôle de l'autorisation au titre de la réglementation REACH délivrée par la Commission européenne.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE à Indre a une activité de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé). Il s'agit d'un établissement « Seveso seuil bas » par la règle des « cumuls » et d'un établissement « IED » en raison de bains de traitement d'un volume global supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- REACH

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	FDS scénarios d'exposition	Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§3 (abrogé)- articles 31.1, 31.9 et 37.5 du règlement REACH	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Étude de risques sanitaires	Autre du 12/05/2023	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Autorisation REACH - approvisionnement chrome 6	Autre du 10/04/2024, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Autorisation REACH - analyse causes profondes	Autre du 10/04/2024, article 2.7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Autorisation REACH - programme de mesure	Autre du 10/04/2024, article 2.9	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Autorisation REACH - substitution	Autre du 10/04/2024, article 4.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Autorisation REACH - résumé des mesures de maîtrise des risques	Autre du 10/04/2024, article 6	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Autorisation REACH - études	Autre du 10/04/2024, article 2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 26 septembre 2024 a permis de faire l'état des lieux par rapport aux attendus de la décision d'autorisation délivrée au titre de REACH par la commission européenne. L'exploitant a transmis l'analyse des causes profondes.

Sur la ligne n°1 (étamage - passivation chromique), l'exploitant a mis en service un nouveau dévésiculeur. Le justificatif de la mise en place de ce nouvel équipement reste à fournir.

L'exploitant indique que la fréquence des mesures de rejets atmosphériques a été augmentée à une fréquence trimestrielle. Or la synthèse des résultats transmis ne fait pas état de mesures trimestrielles sur LRE1.

Concernant la ligne n°2 (2 cheminées), les mesures réalisées au droit des émissaires aéro n°1 et aéro n°2 ont bien été renforcées.

L'exploitant a procédé à des réparations sur l'aéro n°1 consistant au remplacement de lames dégradées des séparateurs, ainsi qu'au changement des éclateurs. Les mesures réalisées au droit de cet émissaire mettent en évidence des résultats non-conformes à la valeur limite de l'arrêté préfectoral en 2024. Un plan d'actions de mise en conformité est attendu.

Concernant l'aéro n°2 de la ligne 2, l'exploitant étudie des solutions visant à la réduction des émissions. Un bilan de ces études est demandé à l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant mentionne que le plan de maintenance préventive des installations a été révisé. Or l'inspection n'a pas constaté que les programmes de maintenance et les contrôles réalisés sont cohérents avec les fréquences annoncées dans le document ACP (analyse des causes profondes).

Enfin, un état des lieux concernant la substitution est demandé à l'exploitant pour transmission à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : FDS Scénarios d'exposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§3 (décision annulée) Article 31.1, 31.9 et 37.5 du règlement REACH
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions de chrome VI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/02/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31: 1 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II  Article 31 9 : La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou

<p>de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ;</p> <p>b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée ;</p> <p>c) une fois qu'une restriction a été imposée.</p> <p>Article 37.5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois FDS ont été transmises par l'exploitant en amont de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>FDS BONDERITE M-PT BCR (= dichromate de sodium) : Utilisation pour la passivation électrolytique d'acier étamé pour l'industrie de l'emballage. La rubrique 15.1 indique le numéro d'autorisation REACH/20/5/7 qui a expiré au 14/04/24 ;</li> <li>FDS BONDERITE M-CR G-96-Y (= trioxyde de chrome) : Passivation de l'acier étamé (étamage électrolytique – ETP) - concerne les lignes 1 et 2 ;</li> <li>VOPCROM - 24 11-2022 (= trioxyde de chrome): Produits pour traiter les surfaces métalliques, incluant les produits de galvanisation - concerne la ligne 2 (chromage).</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis les scénarios d'exposition pour ces 3 produits.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Concernant le dichromate de sodium utilisé pour la passivation électrolytique d'acier étamé, compte tenu de l'expiration de la décision d'autorisation REACH 20/5/7 mentionné sur la FDS, l'exploitant transmet à l'inspection la FDS mise à jour, mentionnant le numéro d'autorisation couvrant ses usages et les scénarios d'exposition correspondants.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

## N°2 : Étude de risques sanitaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/05/2023</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions de chrome VI</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/02/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 1 mois</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect des avis du Committee for Risk Assessment (RAC) et du Committee for Socio-economic Analysis (SEAC) de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) sur la demande d'autorisation d'ARCELORMITTAL FRANCE en cours d'instruction pour les usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) et du dichromate de sodium pour la passivation du fer blanc électrolytique (ETP)</li> <li>- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) pour le revêtement électrolytique de chrome de l'acier (ECCS), également connu sous le nom d'acier sans étain (TFS)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'inspection des installations classées demandait à être informée de la démarche d'analyse des causes profondes que l'exploitant indique avoir entamé ainsi que</p>

<p>des actions d'amélioration à mettre en œuvre à l'issue de cette analyse (cf constat n°5).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées demandait, au vu des avis précités, la transmission d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (ERS) sous un délai de 4 mois afin de s'assurer que les rejets atmosphériques actuels du site sont sanitaires acceptables.</p> <p>Cette ERS devra être réalisée selon la circulaire du 09/08/2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, couplée à une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM).</p> <p>Par courriel du 11/09/2024, l'exploitant a indiqué que les mesures in situ, préalable à la réalisation de l'ERS commenceraient le 14/10.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'étude ERS dans le délai d'un mois suivant la réception des résultats de l'étude.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

### N°3 : Autorisation REACH - approvisionnement chrome 6

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/04/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Autorisation REACH - approvisionnement chrome 6</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  As regards the authorisation bearing numbers REACH/24/1/0 and REACH/24/1/1, as well as REACH/24/1/3 and REACH/24/1/4, the authorisation holders shall cease, by 31 December 2024, the addition of solid chromium trioxide pellets into the passivation mixing tank at the Basse-Indre and Etxebarri sites.</p> <p>En ce qui concerne les autorisations portant les numéros REACH/24/1/0 et REACH/24/1/1, ainsi que REACH/24/1/3 et REACH/24/1/4, les titulaires de l'autorisation cessent, d'ici le 31 décembre 2024, l'ajout de pastilles de trioxyde de chrome solide dans la cuve de mélange par passivation des sites de Basse-Indre et d'Etxebarri.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les 3 produits suivants sont approvisionnés sous forme liquide (confirmé par les FDS) :  - BONDERITE M-PT BCR (= dichromate de sodium) : passivation sur acier étamé ;  - BONDERITE M-CR G-96-Y (= trioxyde de chrome) : passivation ligne 2 et 1 ;  - VOPCROM - 24 11-2022 (= trioxyde de chrome) : chromage ligne 2.  L'exploitant indique que l'utilisation de chrome sous forme solide a été cessée en mars-avril 2024 pour la passivation sur la ligne 2.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La décision d'autorisation exige l'arrêt d'utilisation de pastilles de trioxyde de chrome pour l'usage 1 (passivation). Il est demandé à l'exploitant d'indiquer son usage de pastilles de trioxyde de chrome concernant la ligne 1.  Il informe par ailleurs l'inspection de l'état des stocks concernant ces produits solides.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

### N°4 : Autorisation REACH – études

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/04/2024, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Autorisation REACH - études
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>As regards the authorisation bearing numbers REACH/24/1/0 and REACH/24/1/1, as well as REACH/24/1/3 and REACH/24/1/4, by 10 April 2025 and afterwards each time when new relevant information becomes available, the authorisation holders shall carry out a study to assess the feasibility of the implementation of a closed or automated system to perform bath sampling tasks, involving exposure to Cr(VI), as well as a study to assess the feasibility of the vacuum removal of sludge at all sites and the use of local exhaust ventilation in the interim, and shall act in accordance with the outcome of those studies.</p> <p>En ce qui concerne l'autorisation portant les numéros REACH/24/1/0 et REACH/24/1/1, ainsi que REACH/24/1/3 et REACH/24/1/4, d'ici le 10 avril 2025 et après chaque fois que de nouvelles informations pertinentes deviennent disponibles, les titulaires de l'autorisation réalisent une étude pour évaluer la faisabilité de la mise en œuvre d'un système fermé ou automatisé pour effectuer des tâches d'échantillonnage de bains, impliquant une exposition au Cr(VI), ainsi qu'une étude pour évaluer la faisabilité de l'aspiration des boues sur tous les sites et de l'utilisation d'une ventilation par aspiration locale dans l'intervalle, et doit agir conformément aux résultats de ces études.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué en séance ne pas encore avoir initié les études concernant les tâches d'échantillonnage et la faisabilité de l'aspiration des boues (caniveaux) et l'utilisation d'une ventilation par aspiration locale. Le délai étant au 10 avril 2025, il n'y a pas d'écart à cette prescription à ce stade. L'exploitant indique par ailleurs qu'une étude a été initiée concernant la ventilation du local de filtration des boues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°5 : Autorisation REACH - analyse causes profondes

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/04/2024, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Autorisation REACH - analyse causes profondes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>As regards the authorisation bearing numbers REACH/24/1/0, REACH/24/1/1 and REACH/24/1/2, by 10 July 2024 the authorisation holder shall conduct a root cause analysis for the elevated Cr(VI) release factor to air at the Basse-Indre site and shall act in accordance with the outcome of that analysis. Following that analysis, the authorisation holder shall immediately implement appropriate actions to improve the efficiency of the applied operational conditions and risk management measures at the site for air release control, implementing additional risk management measures if required. The authorisation holder shall conduct control measurements to confirm the impact of the actions taken. The analysis, the implementation of appropriate actions and the control measurements shall be continued until a release factor of a similar magnitude to the release factor of the other sites of both authorisation holders, or lower, is achieved.</p> <p>En ce qui concerne les autorisations portant les numéros REACH/24/1/0, REACH/24/1/1 et REACH/24/1/2, d'ici le 10 juillet 2024, le titulaire de l'autorisation devra effectuer une analyse des causes profondes de l'augmentation du Cr(VI) facteur de rejet dans l'air du site de Basse-Indre et agira en fonction des résultats de cette analyse. À la suite de cette analyse, le titulaire de l'autorisation met immédiatement en œuvre les actions appropriées pour améliorer l'efficacité des conditions opérationnelles appliquées et des mesures de gestion des risques sur le site pour le contrôle des rejets dans l'air, en mettant en œuvre des mesures de gestion des risques supplémentaires si nécessaire. Le titulaire de l'autorisation doit effectuer des mesures de contrôle pour confirmer l'impact des actions entreprises. L'analyse, la mise en œuvre des actions</p>



appropriées et les mesures de contrôle doivent être poursuivies jusqu'à ce qu'un facteur de rejet d'une ampleur similaire à celui des autres sites des deux titulaires d'autorisation, ou inférieur, soit atteint.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, en amont de l'inspection, l'analyse des causes profondes (ACP).

L'inspection des installations classées a réalisé un contrôle des éléments fournis dans l'ACP.

Le document indique pour les lignes LRE1 et LRE2 que l'exploitant a procédé à une révision des pratiques et procédures d'inspection du bon état de fonctionnement des installations de traitement. Il a été demandé à l'exploitant en séance de présenter les procédures de maintenance correspondantes et de justifier la date du dernier contrôle des dévésiculeurs et la date planifiée des prochains contrôles. L'ACP indique un contrôle vibratoire mensuel des courroies et poulie du ventilateur, ainsi qu'une inspection bimensuelle visuelle des courroies et poulies du ventilateur.

Les documents présentés en séance (extractions du logiciel de maintenance) n'ont pas permis de confirmer les éléments demandés. Au vu du temps important passé en séance à fournir ces justificatifs, il a été demandé à l'exploitant de fournir les extractions du logiciel de maintenance présentés en séance suite à l'inspection.

L'exploitant a fourni le 15/10/24 les éléments suivants :

- extraction des opérations de maintenance effectuées sur la ligne 1 et la ligne 2 (documents excel export OT aero LE1 / LE2) ;
- extraction pdm Cr LE1 et pdm Cr LE2.

Remarque: il n'y a pas de légende/explications définissant la nature des contrôles réalisés et planifiés.

**En l'absence d'explications et de légende sur ces documents, et en l'absence d'explications claires fournies le jour de l'inspection sur ces documents, l'inspection des installations classées conclut que la cohérence entre les contrôles annoncés dans l'ACP et les contrôles planifiés et réalisés n'a pas été démontrée.**

**Ligne de revêtement n°1 :** le document fait état d'un encrassement élevé de l'équipement de ventilation et d'un traitement insuffisamment efficace. L'exploitant indique qu'un nouveau dévésiculeur a été mis en service le 31 octobre 2023. Ce point reste à justifier par la transmission d'une facture.

L'exploitant indique que des mesures trimestrielles à partir de 2024 sont réalisées sur les rejets atmosphériques : les résultats ont été transmis à l'inspection des installations classées. Or, dans le document transmis "Mesures air depuis 2009", il a été enregistré 2 mesures en janvier 2024 et juin 2024. Le contrôle de la conformité des rejets est traité dans le point de contrôle « programme de mesure » (point de contrôle n°6).

**Ligne de revêtement n°2 :** l'exploitant indique avoir lancé un groupe de travail en vue d'améliorer le système de traitement en février 2024.

**Aéro n°1 :** le document fait état :

- du remplacement des lames dégradées qui laissaient passer des vésicules du séparateur de l'aéro n°1 en mai 2024 ;
- du changement des éclateurs de l'aéro n°1 en juillet 2024.

L'exploitant a justifié par mail du 15/10/2024 des réparations effectuées sur le dévésiculeur n°1 (remplacement des lames du séparateur aéro n°1, changement éclateurs) en mai et juillet 2024.

Les résultats de mesures de février 2024 (0,099 mg/Nm3/h et juin 2024 (0,094 Nm3/h) sont proches de la valeur limite. Le résultat de la mesure du chrome 6 en date du 19 juillet 2024 est supérieure à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral pour cet émissaire. **Les mesures mises en œuvre à ce**



jour ne paraissent pas suffisantes sur cet équipement. La conformité des rejets est traitée au point de contrôle n°6.

**Aéro n°2 :** les résultats de mesures de février, juin et septembre 2024 sont conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a reçu plusieurs propositions techniques qui sont en cours d'analyse afin de réduire les quantités rejetées. L'objectif de concentration visée par l'exploitant dans l'étude est inférieur à 1µg/Nm<sup>3</sup>/h. L'exploitant précise que les fournisseurs ne s'engagent pas et que des essais sont nécessaires pour valider les solutions.

Etat des lieux le jour de l'inspection :

- réalisation d'un essai de matelas coalescent ;
- lancement d'un essai de séparateurs de gouttes, incluant 13 semaines (études + fabrication/livraison) de délais.

L'exploitant a transmis l'instruction "Surveillance des rejets atmosphériques de la LRE2". Cette procédure n'est pas datée. L'exploitant prévoit un nettoyage des dévésiculeurs pour des valeurs entre 0,021 et 0,04 mg/Nm<sup>3</sup> (pour mémoire VLE à 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>) et la limitation de la vitesse de la ligne en complément pour des valeurs supérieures à 0,04 mg/nm<sup>3</sup>. La procédure ne prévoit pas d'actions en cas de dépassement de la valeur limite.

La traçabilité des décisions de limitation de vitesse devra être assurée. Ces points sont à compléter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de :**

- mettre en cohérence les fréquences annoncées dans le document ACP avec le plan de maintenance et de justifier de la bonne réalisation des contrôles sur les équipements ;
- de disposer d'une procédure de maintenance des équipements rédigée qui devra être transmise à l'inspection des installations classées ;
- au vu des résultats des dernières analyses, renforcer les mesures de surveillance au droit de la ligne LRE2 aéro n°1 jusqu'à retour à la conformité, et transmettre à l'inspection des installations classées le plan d'actions de mise en conformité des rejets au droit de cet émissaire (cf point de contrôle n°6) ;
- de transmettre les nouveaux résultats obtenus sur les émissaires LRE2 aéro n°1 et aéro n°2 ;
- de transmettre sous 2 mois le bilan des démarches menées concernant LRE2 aéro n°2 ;
- de compléter l'instruction de la surveillance des rejets atmosphériques de la LRE2 + daté le document et les révisions ;
- de fournir l'instruction de surveillance des rejets atmosphériques de la LRE1.
- de poursuivre les comparaisons des résultats avec les autres sites, en transmettant à l'inspection le dernier bilan effectué et notamment le calcul de la PEC (cf point de contrôle n°8)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N°6 :** Autorisation REACH - programme de mesure

**Référence réglementaire :** Autre du 10/04/2024, article 2.9

**Thème(s) :** Produits chimiques, Autorisation REACH - programme de mesure

**Prescription contrôlée :**

The authorisation holders shall carry out a monitoring programme measuring the environmental releases of Cr(VI) to the air and wastewater. The programme shall include measurements which shall :

(a) take place at least annually or more frequently if a significant increase of chromium trioxide or

sodium dichromate consumption takes place on site and shall be sufficiently frequent to capture any potential increase in emission of Cr(VI) ;  
(b) be based on relevant standard methodologies and protocols ;  
(c) ensure a sufficiently low limit of quantification ;  
(d) be representative of the operational conditions and risk management measures used at the sites where the authorised uses take place ;  
(e) be recorded so as to include contextual information associated with each of the measurements.

Les titulaires d'autorisation mettent en œuvre un programme de surveillance mesurant les rejets environnementaux de Cr(VI) dans l'air et les eaux usées. Le programme doit inclure des mesures qui doivent :

(a) avoir lieu au moins une fois par an ou plus fréquemment si une augmentation significative de la consommation de trioxyde de chrome ou de bichromate de sodium a lieu sur le site et doit être suffisamment fréquente pour tenir compte de toute augmentation potentielle des émissions de Cr(VI);  
(b) être fondé sur des méthodologies et des protocoles standards pertinents ;  
(c) garantir une limite de quantification suffisamment basse;  
(d) être représentatif des conditions opérationnelles et des mesures de gestion des risques utilisées sur les sites où ont lieu les utilisations autorisées ;  
(e) être enregistré de manière à inclure des informations contextuelles associées à chacune des mesures.

#### Constats :

La synthèse des résultats des mesures réalisées sur les rejets atmosphériques sur les paramètres chrome et chrome 6 depuis 2009 a été transmise à l'inspection. Elle met en évidence :

- **LRE1 : passivation chromique.** En 2023, 3 résultats de mesures dont 2 conformes à la VLE. **1 dépassement de la VLE en chrome est enregistré le 22/03/2023** (1,39 pour une VLE à 1 mg/Nm3). En 2024, 2 résultats de mesures en janvier et juin 2024 et conformes à la VLE.

Le débit observé en juin 2024 est de 435 Nm3/h, très inférieur au débit habituellement observé. Dans son courriel du 26/11/2024, l'exploitant indique que le faible débit observé sur la ligne 1 correspond au tirage naturel, en lien avec un switch de commande non fait du bon ventilateur (travaux dans le cadre de la phase d'industrialisation de l'étape de passivation à base de chrome en passivation sans chrome).

Ce mode de fonctionnement interroge : une ventilation suffisante doit être mise en œuvre. **Une explication et les mesures correctives associées sont à expliciter par l'exploitant.**

- **LRE2 : chromage**

- LRE2 chromage aéro 1 : En 2023 : 1 seule mesure réalisée et conforme à la VLE.

En 2024, 4 mesures réalisées dont **2 supérieures à la VLE en concentration en chrome 6** (en janvier 0,2 mg/Nm3 en chrome 6 et 0,15 mg/Nm3 en juillet 2024 pour une VLE à 0,1 mg/Nm3).

- LRE2 chromage aéro 2 : 2 mesures en 2023 réalisées avec résultats conformes à la VLE.

4 mesures en 2024 avec résultats conformes à la VLE.

Rq: Le résultat du 24-01-24 avec un débit à 0 interroge. De plus le débit de la mesure du 5 juin 2024 à 549 m3/h interroge par rapport aux débits habituellement mesurés sur cette ligne. **Une explication et les mesures correctives associées sont à expliciter par l'exploitant.**

#### En résumé:

**En 2024, des non-conformités sont observées sur LRE2 aéro n°1.**

**Des débits inférieurs aux valeurs habituellement enregistrées sont observés sur LRE2 aéro n°2 et LRE1. Les explications fournies concernant un switch de commande nécessitent d'être clarifiées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant sous 1 mois d'indiquer les actions correctives au regard des résultats**

<p>non-conformes constatés au droit de LRE2 aéro n°1. La surveillance sera renforcée au droit de cet émissaire jusqu'au retour à la conformité des rejets.</p> <p>Les résultats des campagnes post juillet 2024 seront transmises à l'inspection des installations classées au droit de l'ensemble des émissaires.</p> <p>Pour les débits inférieurs observés sur LRE1 et LRE2, des clarifications de l'exploitant sont attendues. Il justifiera que les débits sont suffisants pour les modes de fonctionnement en chrome 6 et sans chrome 6.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N°7 : Autorisation REACH – substitution**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/04/2024, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Autorisation REACH - substitution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>The authorisation holders shall document the steps taken to substitute chromium trioxide and sodium dichromate in accordance with the substitution plan, on the efforts to convince the authorisation holder's customers to accept alternative Cr(VI)-free solutions and justification in case its customers do not accept alternative solutions. Any deviations from the initial substitution plan and information on contingency measures taken shall also be included. The authorisation holders shall make this documentation available, upon request, to the competent authority of the Member State where the authorised uses take place.</p> <p>Les titulaires d'autorisation doivent documenter les mesures prises pour remplacer le trioxyde de chrome et le bichromate de sodium conformément au plan de substitution, les efforts déployés pour convaincre les clients du titulaire d'autorisation d'accepter des solutions alternatives sans Cr(VI) et la justification au cas où ses clients n'acceptent pas de solutions alternatives. Tout écart par rapport au plan de remplacement initial et les informations sur les mesures d'urgence prises doivent également être inclus. Les titulaires de l'autorisation mettent cette documentation à la disposition, sur demande, de l'autorité compétente de l'État membre où ont lieu les utilisations autorisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La substitution a été abordée en séance. L'exploitant a justifié de la communication faite par l'entreprise auprès de ses clients.</p> <p>L'avancement de la substitution au sein du process mérite une description détaillée de la part de l'exploitant pour chacune des lignes par retour écrit à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un point détaillé sur l'avancement de la substitution au sein du process pour chacune des lignes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N°8 : Autorisation REACH - résumé des mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/04/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Autorisation REACH - résumé des mesures de maitrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Upon request, the authorisation holders shall submit a brief summary of the applicable risk management measures and operational conditions described in the chemical safety report to the competent authority of the Member State where the authorised uses take place. The brief</p>

summary shall be drafted in an official language of that Member State.
<p>Sur demande, les titulaires de l'autorisation soumettent un bref résumé des mesures de gestion des risques applicables et des conditions opérationnelles décrites dans le rapport sur la sécurité chimique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel les utilisations autorisées ont lieu. Le bref résumé est rédigé dans une langue officielle de cet État membre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le résumé des mesures de gestion des risques rédigé par l'exploitant, daté de juin 2023 et mis à disposition du public est insuffisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le résumé doit être transmis à l'inspection en français ;</li> <li>• aucun élément d'information ne figure dans les MMR techniques pour le scénario environnemental ECS 1, ni dans les MMR organisationnelles (incluant la surveillance).</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas fourni suite à l'inspection sur demande de l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la quantité annuelle de chrome 6 utilisée en 2023 ;</li> <li>• le calcul de la PEC. Les graphiques présentés en séance de la situation des PEC du site de Indre comparé aux autres sites pour la ligne 1 et 2 n'ont pas été transmis à l'inspection.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de compléter le résumé des mesures de maîtrise des risques en complétant les colonnes dédiées aux MMRS techniques et organisationnelles. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le calcul de la PEC pour l'année 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant